

**VERSION PROVISOIRE**

NE PAS CITER SANS MENTIONNER LA SOURCE  
La version définitive, sur papier blanc, comprend les annexes et le compte rendu analytique bilingue

**VOORLOPIGE VERSIE**

NIET CITEREN ZONDER BRONVERMELDING  
De definitieve versie, op wit papier, bevat de bijlagen en het tweetalige beknopt verslag.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

**COMPTE RENDU INTEGRAL****INTEGRAAL VERSLAG**

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES  
COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES  
PUBLIQUES

COMMISSIE VOOR DE INFRASTRUCTUUR, HET  
VERKEER EN DE OVERHEIDSBEDRIJVEN

**lundi**

**21-02-2005**

**Après-midi**

**maandag**

**21-02-2005**

**Namiddag**

*Les textes n'ont pas encore été révisés par les orateurs.  
Ceux-ci peuvent communiquer leurs corrections par écrit  
avant le*

*24-02-2005, à 16 heures*

*au Service du Compte rendu intégral.*

*Fax: 02 549 88 47*

*e-mail: CRIV@lachambre.be*

*De teksten werden nog niet door de sprekers nagezien. Zij  
kunnen hun correcties schriftelijk  
meedelen vóór*

*24-02-2005, om 16 uur*

*aan de Dienst Integraal Verslag.*

*Fax: 02 549 88 47*

*e-mail: CRIV@dekamer.be*

**- de heer Bart Laeremans aan de minister van Mobiliteit over "de eventuele wijzigingen aan het spreidingsplan" (nr. 5527)**

Le **président**: La question n° 5605 de M. Melchior Wathelet est retirée.

**05.01 François-Xavier de Donnea (MR)**: Monsieur le président, avant de poser ma question, je voudrais intervenir sur l'ordre des travaux. J'ai introduit cette question le 24 janvier 2005 et nous sommes le 21 février 2005. Pendant presque un mois, on n'a pas pu interpellier le ministre sur cette problématique qui a d'ailleurs connu des rebondissements depuis, j'y reviendrai dans ma question. Je ne trouve pas normal qu'un ministre puisse être absent en commission pendant un mois. Je sais que le ministre est très occupé. À plusieurs reprises, on nous a fait savoir que "le ministre ne pourrait pas venir la semaine prochaine". Voilà donc un ministre qui échappe pendant près d'un mois à l'examen et aux questions de la commission. Je ne trouve pas cela normal. Monsieur le président, je ne sais pas si vous êtes complice avec le ministre sur ce coup-là...

Le **président**: Absolument!

**05.02 François-Xavier de Donnea (MR)**: ...mais je trouve tout à fait anormal le fait qu'une question orale doive attendre presque un mois que le ministre daigne ou soit en mesure de venir y répondre. Je voulais faire cette remarque sur l'ordre des travaux en dehors de mon temps de parole.

J'avais donc posé ma question le 24 janvier car, tout comme d'autres sans doute, j'avais été alerté du fait que le dimanche 23 janvier, tous les atterrissages avaient été dirigés vers la piste 02 alors que le vent ne semblait pas justifier une telle procédure. Seulement, depuis lors et comme de nombreux collègues sans doute, j'ai été inondé de courriels indiquant que l'arbitraire le plus total semblait régner dans l'orientation des vols sur la piste 02. Ce sera la première question: monsieur le ministre, que se passe-t-il avec cette piste 02? Respecte-t-on les prescrits des ministres successifs en la matière ou l'arbitraire s'installe-t-il comme cela apparaît à tort ou à raison aux yeux des riverains?

Ensuite – et c'est peut-être la partie la plus intéressante de ma question –, le 8 novembre 2004, vous vous disiez prêt à entamer une procédure d'évaluation. Vous annonciez "l'intention d'inviter (vos) collègues du



- M. François-Xavier de Donnea au ministre de la Mobilité sur "l'usage abusif de la piste 02 le 23 janvier dernier" (n° 5171)

- M. Bart Laeremans au ministre de la Mobilité sur "les modifications éventuelles du plan de dispersion" (n° 5527)

**05 Samengevoegde vragen van**

- de heer François-Xavier de Donnea aan de minister van Mobiliteit over "het ongerechtvaardigd gebruik van baan 02 op 23 januari jongstleden" (nr. 5171)

gouvernement fédéral, les ministres-présidents ainsi que les ministres régionaux concernés à créer un groupe de travail afin de voir comment tirer les conclusions des différentes études et procéder à des changements, si nécessaire".

Or, d'après ce que je sais, plusieurs réunions qui devaient avoir lieu sous votre présidence ont été supprimées. On constate également que des contacts ont eu lieu, fort heureusement, entre la Région bruxelloise et la Région flamande. Nous avons pu prendre connaissance ce week-end de la proposition de M. Picqué et de Mme Huytebroeck qui, semble-t-il, trouverait une oreille bienveillante chez M. Leterme. Il est évident que la proposition de M. Picqué et de Mme Huytebroeck ne fait que reprendre une idée que j'avais déjà lancée à plusieurs reprises dès le début de la saga de la dispersion des vols de nuit.

Depuis le début de la saga, je répète qu'il faut en revenir à la situation existante, avant que Mme Durant ne commette la grave erreur d'ouvrir la boîte de Pandore. Revenons à la situation antérieure; prenons le temps d'établir un véritable cadastre du bruit et analysons, sur la base de ce véritable cadastre, si oui ou non la situation antérieure nécessite des corrections. Je ne sais pas si M. Picqué et Mme Huytebroeck ont lu les comptes rendus des travaux de cette commission des 8 mars, 6 mai et 14 mai 2004: à chaque reprise, j'ai insisté sur le fait qu'il n'y avait pas d'autre solution que de revenir provisoirement à la situation antérieure, d'établir un cadastre du bruit avant de prendre, en connaissance de cause, une éventuelle solution correctrice.

Ma deuxième question est donc la suivante. Comment vous positionnez-vous par rapport à la proposition de M. Picqué et de Mme Huytebroeck?

Le principal problème à résoudre à la suite de cette proposition est, pour M. Anciaux, de sauver la face. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. J'estime que M. Anciaux est intelligent et, jusqu'à preuve du contraire, il devrait être capable de changer d'avis. Néanmoins, je crois que le véritable problème auquel est confronté le gouvernement flamand et vos amis du sp.a. est celui-là!. Cela étant, je voudrais savoir quelle est votre position par rapport à cette solution de bon sens que je défends depuis maintenant plus d'un an et qui est également reprise par le gouvernement bruxellois et, apparemment, par M. Leterme.

Enfin, j'en arrive à ma dernière question. La Cour

d'appel va bientôt statuer sur le recours en appel que vous avez introduit à la suite de la décision du tribunal de première instance du 14 décembre qui jugeait excessive, illicite et fautive l'utilisation de la piste 02. Ce jugement condamnait le gouvernement à une astreinte de 25.000 euros par mouvement et lui donnait trois mois pour s'exécuter. D'après ce que je sais, les plaidoiries auront lieu le 24 février. On disposera donc d'un jugement début mars.

Etes-vous prêt à agir après un éventuel jugement qui condamnerait l'Etat? Que ferez-vous si l'Etat est condamné? Et que ferez-vous si l'Etat n'est pas condamné? Si l'Etat n'est pas condamné en appel, vous avez quand même pris devant cette commission les engagements que je viens de rappeler de poursuivre le cadastre du bruit, de composer des groupes de travail avec les Régions et avec vos collègues concernés du gouvernement fédéral pour essayer d'aboutir à une solution.

Voilà mes questions, monsieur le président:

1. Qu'en est-il des anomalies constatées par les riverains en ce qui concerne l'utilisation de la piste 02?
2. Comment vous positionnez-vous par rapport à la proposition de la Région bruxelloise pour en sortir, qui me paraît être la seule possible, la seule réaliste pour arrêter cette saga qui n'a déjà fait perdre que trop d'énergie à des gens comme vous, qui feriez mieux de vous occuper de vrais problèmes et de ne plus perdre votre temps avec ces préoccupations?
3. Enfin, comment comptez-vous faire avancer le dossier, quel que ce soit le jugement du tribunal de la Cour d'appel, début mars? A fortiori, si ce jugement devait condamner l'Etat, comment réagirez-vous?

Gouverner, c'est prévoir. A quelques jours de cette échéance, vous devriez déjà disposer d'une solution surtout si, comme je le pense, vous êtes un ministre efficace et prévoyant.

**Le président:** Monsieur de Donnea, je voudrais ajouter que je comprends parfaitement votre énervement de devoir attendre presque un mois avant d'avoir l'occasion de poser votre question. Cependant, sans vouloir défendre le ministre, qui sait parfaitement le faire lui-même, j'attire votre attention sur le fait que cette commission, comme toutes celles de ce parlement, a dû obligatoirement tenir compte du congé de Carnaval, entre le 24 et aujourd'hui.

De plus, notre commission a quatre ministres à

desservir: M. Landuyt, M. Vande Lanotte, M. Verwilghen et Mme Van den Bossche.

Par ailleurs, notre commission s'est rendue sur le terrain lundi dernier, sur invitation de M. Vande Lanotte, pour visiter les points-Poste.

Je vous assure que cette commission essaie d'inscrire le plus rapidement possibles toutes les questions à l'agenda de ses réunions. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous faisons exception et que nous nous réunissons le lundi, alors que très peu le font: certains présidents le refusent tout simplement.

**05.03 François-Xavier de Donnea (MR):** Monsieur le ministre, je me réjouis que vous ayez pu prendre une semaine de vacances, semaine au cours de laquelle j'ai travaillé. Mais je prends parfois des vacances à d'autres moments que vous!

Il est anormal qu'en trois semaines, puisqu'il y a quatre semaines que j'ai posé la question et qu'il y a eu une semaine de vacances, le ministre n'ait pas été capable de trouver un moment pour répondre aux questions qui lui avaient été posées. Pendant un mois, il n'a répondu à aucune question. J'estime que c'est trop long! Un ministre ne peut pas se soustraire, pendant un mois, au contrôle parlementaire. Cela ne va pas! Que M. Landuyt prenne une semaine de congé, je m'en réjouis ...

**05.04 Renaat Landuyt, ministre:** Je n'ai pas pris de congé!

**05.05 François-Xavier de Donnea (MR):** Le parlement était en congé. En congé ou non, vous ne pouviez pas venir ici!

Que M. Landuyt effectue une mission à l'étranger, soit, les voyages forment la jeunesse, tant mieux pour lui, mais il y a encore deux autres semaines où l'on aurait pu trouver le moyen d'entendre M. Landuyt.

Je dis et je répète - et vous ne me ferez pas changer d'avis - que ne pas entendre un ministre pendant quatre semaines, c'est beaucoup, même s'il faut décompter une semaine de congé et même si l'on peut supposer que le ministre doit, de temps à autre, aller se former à l'étranger en voyageant à bon escient!

Le **président:** Tout cela est vrai mais si la question est très urgente, il vous reste une échappatoire, c'est de la poser en séance

plénière.

**05.06 François-Xavier de Donnea (MR):** Vous savez à quel point c'est difficile!

**05.07 Bart Laeremans (Vlaams Belang):** Mijnheer de minister, ondertussen is er opnieuw wat water naar de zee gevloeid. Er zou een akkoord in de maak zijn tussen de Gewesten, maar dat wordt nu plots weer ontkend. In elk geval, wat wij erover lezen, lijkt helemaal te beantwoorden aan de wensdroom van nogal wat Franstalige politici, ook al omdat de MR nu het voorstel van Brussel steunt. Dat maakt het toch zeer verdacht.

Onze eerste analyse van wat wij tot nu toe lezen, is dat wij niet zomaar teruggaan naar 1999 maar wel naar een situatie die de Noordrand meer dan ooit zou belasten. Wat wij daarover konden lezen in de pers, is in elk geval volslagen onaanvaardbaar.

Daarjuist zijn er een paar cijfers vermeld over het gebruik van de baan 02. Ik heb ook een aantal cijfers, over het afgelopen jaar als geheel, sinds 22 maart, sinds het jongste spreidingsplan van minister Anciaux van kracht werd. De werken hebben wij er even uitgelaten. Daaruit blijkt dat baan 25R liefst 40% van alle vluchten te verduren kreeg, versus 0,40% voor zone 2; 9,6% voor de Oostrand of zone 3, en 35% voor Erps-Kwerps, landingen dus.. 13% was voor Steenokkerzeel en 2,6% voor zone 6. Dat is helemaal geen evenwichtige spreiding, mijnheer de minister. Integendeel, de doelstellingen van het spreidingsplan zijn helemaal niet gehaald en het kan dus zeker niet zijn dat men het nog erger zou maken.

Daarom haal ik precies die cijfers aan, omdat u precies doet wat wij allemaal vrezen: u maakt het allemaal veel erger, mijnheer de minister. Immers, ten eerste, in plaats van de behandeling in beroep af te wachten van het absurde vonnis van 14 december, waarnaar daarjuist verwezen werd, hebt u vorige maand al aangekondigd dat u meteen uitvoering geeft aan dat vonnis en baan 02 weghaalt uit het spreidingsplan. Dat was nochtans niet nodig, daar het vonnis niet uitvoerbaar bij voorraad was en er een beroep tegen was ingespannen. U hoefde dat niet te doen.

Ten tweede, ik heb recent horen waaien dat u eraan zou denken te sleutelen aan de aanpassing van de windnormen. Op dit moment zijn die normen 5 knopen rugwind en 15 knopen zijwind

voor baan 25R. Dat zou gaan naar 7 knopen rugwind en 20 knopen zijwind voor baan 25R. Daardoor zou de scheefftrekking nog verder vergroot worden en zou baan 25R nog meer belast worden, terwijl u zelf in het verleden al herhaaldelijk toegegeven hebt dat die baan al overbelast is.

Dus, u komt de Franstaligen in zeer ruime mate, in veel te ruime mate, tegemoet, mijnheer de minister.

Mijn vragen zijn de volgende. Ik had van u graag vernomen welke initiatieven u allemaal hebt genomen de jongste maand en in welke zin het spreidingsplan wordt aangepast? Vanaf wanneer wordt dat van kracht?

Wat zijn de concrete gevolgen voor de verdeling van de lasten? Kunt u mij meedelen hoe groot het aantal vluchten per nacht, respectievelijk per dag en per zone zal zijn? Werden ook de percentages berekend, al dan niet gewogen, per zone?

Klopt het dat u wil sleutelen of al gesleuteld hebt aan de windnormen, mijnheer de minister? Hebt u terzake al een beslissing genomen of staat er iets te gebeuren?

Wat is de aard van die beslissing? Dat is een bijkomende vraag die ik u stel, mijnheer de minister. Ik hoop dat u ze noteert.

Wat zijn de gevolgen van de verdeling tussen de zones wanneer de aanpassing er inderdaad komt?

Welke gevolgen verbindt u aan een eventueel gunstig arrest, met name de vernietiging van het vonnis van december? Zal het huidige spreidingsplan dan meteen weer op de rails worden gezet? En zo niet, waarom niet?

Zijn er intussen nog andere partijen tussenbeide gekomen in de procedure?

Hoever staat het met de onderhandelingen inzake de geluidsnormen en met de evaluatie van het spreidingsplan? Daaraan gekoppeld natuurlijk ook, mijnheer de minister, wat weet u van de onderhandelingen terzake tussen het Brusselse Gewest en het Vlaamse Gewest?

Wat is uw standpunt terzake? Is er inderdaad bijna een akkoord en hoe evolueert dat?

Hoe staat het – daarover horen we niets meer – met de harmonisatie van de geluidsnormen?

**05.08 Renaat Landuyt**, ministre: Monsieur le président, chers collègues, les questions portent sur trois points: l'utilisation de la piste 02, la procédure d'évaluation et la décision en référé.

Deze drie thema's werden door de twee vraagstellers aangehaald.

Premièrement, je n'ai rien changé en ce qui concerne l'utilisation de la piste 02. Le système du plan de dispersion prévaut toujours mais il est clair que nous n'avons pas d'emprise politique sur le vent. Dès que le vent tourne, il y a des problèmes d'utilisation. Quand on prévoit d'utiliser la piste 20, les conditions de vent nous amènent parfois à utiliser la 02. C'est ce qui s'est passé le dimanche 23 janvier 2005. Nous pouvons même prédire, en connaissant la direction du vent, d'où vont venir les plaintes! Nous devons vivre avec cet état de choses, tout comme les riverains.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'évaluation, la procédure est la suivante. Chaque mardi matin, il y a une réunion du groupe de travail, composé de représentants des gouvernements flamand, bruxellois et fédéral. Chaque ministre dont les compétences touchent au plan de dispersion a la possibilité d'intervenir. Il est vrai que, ces dernières semaines, à la demande des gouvernements flamand et bruxellois, nous avons freiné les travaux du fait de la recherche d'un accord entre eux.

Het akkoord tussen de gewestregeringen gaat juist over het zoeken naar de juiste geluidsnormen.

Vergeet niet dat in ons federaal systeem geen van de drie betrokken regeringen – noch de Vlaamse, noch de Brusselse en noch de federale regering – baas is over de andere. Elk heeft een gescheiden, autonome bevoegdheid. De geluidsnormen in het Brusselse Gewest behoren tot de bevoegdheid van de Brusselse regering. Van zodra men in Vlaanderen is, is de Vlaamse regering verantwoordelijk. De federale regering heeft terzake geen enkele bevoegdheid en zij kan de andere regeringen ook niet aanmanen om hun verantwoordelijkheid te nemen.

Dit dossier is echt een uitdaging voor ons federaal systeem op zich. De federale regering is wel bevoegd voor het bepalen van de routes waarlangs er moet gevlogen worden. Dit is ook mijn verantwoordelijkheid.

Ce qui m'amène à la question: que faire avec la

décision en référé, connue comme l'affaire "Anciaux contre l'État"? Ce n'est plus le même Anciaux, je le reconnais. Dans cette affaire, la situation est la suivante: la décision en référé est exécutable à partir du 20 mars. Par ailleurs, dans la procédure en appel, les plaidoiries sont prévues le 24 février. Il est donc probable qu'une décision interviendra juste avant ou juste après le 20 mars. Voilà la situation juridique. Cela veut dire en ce qui me concerne que la moindre des choses que je dois faire en respectant l'état de droit est de veiller à l'exécution de la décision en référé ou de la décision en appel sur les points spécifiques et essentiels.

Wat mij betreft gaat de evaluatieprocedure gewoon voort. De evaluatieprocedure kan slechts worden stopgezet met een spreidingsakkoord. Het spreidingsplan moet uiteindelijk een spreidingsakkoord worden. Ik wens het huidige plan te respecteren. Het enige dwingende element zijn de rechterlijke uitspraken waaraan ik me moet onderwerpen voor zover ze in hoger beroep niet hervormd worden.

**05.09 François-Xavier de Donnea (MR):** Monsieur le président, j'admire le flegme du ministre dans cette affaire.

**05.10 Renaat Landuyt, ministre:** Je suis prévoyant.

**05.11 François-Xavier de Donnea (MR):** Je dis que vous êtes flegmatique, ce qui est parfois une qualité. J'apprécie donc le flegme du ministre, ce qui ne signifie par pour autant que je sois d'accord avec tout ce qu'il fait.

Il est clair que le choix d'une piste d'atterrissage, autrement dit, de son tracé de vols à l'atterrissage et/ou décollage doit tenir compte du vent. Le ministre a eu raison de le rappeler. Je tiens cependant à lui rappeler à mon tour que le ministre Anciaux avait changé les normes de vents. Aujourd'hui, suivant l'avis d'un nombre significatif d'experts, on prend des risques, lorsque le vent arrière est trop fort, en décollant ou en atterrissant sur la piste 02. On pourrait discuter sans fin sur la définition d'une dispersion équitable. Sur ce point, il pourrait y avoir des divergences de vues. Toutefois, j'estime que le gouvernement, en l'occurrence le ministre, - et je ne fais que répéter des propos que j'ai déjà tenus ici - prend un risque en termes de responsabilité personnelle en continuant à admettre que, dans certaines circonstances, des avions continuent à décoller ou à atterrir avec un vent arrière qui dépasse les normes admises par un grand

nombre d'experts. Sur ce plan, le gouvernement aurait donc intérêt à prendre des dispositions. En tout cas, si un accident devait se produire, on ne pourra pas me reprocher de ne pas vous avoir mis en garde. On peut discuter sur beaucoup de points et diverger d'avis, mais les normes de sécurité sont sacrées. Et se mettre en porte-à-faux par rapport à ces dernières est toujours extrêmement dangereux.

Par ailleurs, je me réjouis de la volonté du ministre de faire exécuter les décisions de justice, ce qui, en outre, est normal dans un Etat de droit.

Cela dit, si la Cour d'appel ne confirme pas le jugement en référé, le ministre pourra laisser se poursuivre le plan de dispersion actuel. Par contre, si elle le confirme, il sera obligé de prendre des mesures. Et si j'ai bien compris, vous appliquerez alors, monsieur le ministre, le prescrit du jugement du 14 décembre sous peine évidemment de payer une très énorme astreinte puisqu'il s'agirait de 25.000 euros par mouvement. L'Etat belge risquerait donc de devoir utiliser le fonds de vieillissement pour payer ces astreintes.

J'attends avec intérêt le jugement du tribunal. En tout cas, il me semble important qu'en attendant, le travail relatif au cadastre du bruit puisse continuer et que le ministre réunisse les groupes de travail. J'ai, en effet, entendu dire que les réunions de ces derniers s'étaient espacées, durant ces derniers temps. Cependant, j'ai pris acte du fait que ce sont les deux Régions qui l'avaient demandé.

Je me réjouis de constater que, dans le chef du ministre, il reste cette volonté de continuer à aller de l'avant sans désespérer, avec le cadastre du bruit, avec l'évaluation, et qu'il appliquera les décisions de justice, quelles qu'elles soient.

J'interpellerai à nouveau le ministre, lors d'une véritable interpellation cette fois, dès que l'on saura soit ce qu'il advient de l'accord entre Région flamande et Région bruxelloise, soit ce que la Cour d'appel aura décidé.

**05.12 Bart Laeremans (Vlaams Belang):** Mijnheer de voorzitter, u zult kunnen getuigen dat wij destijds hebben gevochten tegen minister Durant. Wij hebben haar uiteindelijk ook op de knieën gekregen. Een van haar grote mankementen was dat zij nooit antwoordde op de vragen. Het was dan ook een verademing - op dat vlak toch - toen we minister Anciaux kregen, die wel antwoordde op de vragen. Toen konden wij het debat wel aangaan en konden wij de

commissie telkenmale met een zekere extra wetenschap verlaten.

**05.13** Minister **Renaat Landuyt**: En hebt u hem op de knieën gekregen?

**05.14** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Neen, hij is zelf gaan lopen, niemand heeft hem op de knieën gekregen.

Nu zitten wij echter opnieuw met een minister die nauwelijks antwoordt op de vragen, waardoor wij vandaag met nog veel meer vaagheid zitten dan een half uur geleden. We worden zelfs geconfronteerd met interne tegenstrijdigheden.

U zegt vlakaf, mijnheer de minister, dat er eigenlijk inzake baan 02 niks is veranderd. Dat wordt onmiddellijk tegengesproken in uw redenering dat u eigenlijk door het vonnis verplicht werd, gezien het kortgeding en het aantal maanden. U bent helemaal niet verplicht, want er was geen beschikking bij voorraad.

Maar goed, u maakt daar in elk geval een denkfout. U heeft volgens mij aangekondigd op 12 januari 2005 dat tegen einde januari, begin februari een beslissing zou worden genomen voor de aanpassing van het spreidingsplan, waarbij landingsbaan 02 uit het spreidingsplan zou worden gehaald.

Mijn vraag is: werd die beslissing genomen? Wanneer werd ze genomen? Welke gevolgen heeft ze? Is het spreidingsplan nu aangepast? Vanaf wanneer? Wat zijn de percentages voor de verschillende zones? Ik heb u die vragen allemaal gesteld, maar krijg geen antwoord voor de verschillende zones.

**05.15** Minister **Renaat Landuyt**: Ik kan niet antwoorden wat u wil dat ik antwoord. Aan het spreidingsplan is nog niks veranderd.

**05.16** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Dat is inderdaad correct.

**05.17** Minister **Renaat Landuyt**: Ik kan dus moeilijk antwoorden en zeggen dat ik iets veranderd heb, als er niets veranderd is. U verwijt mij nu dat ik niet antwoord op uw vragen, omdat ik ze niet kan beantwoorden, omdat het niet is zoals u insinueert.

Noem mij nu een specifieke vraag waarop ik niet heb geantwoord. Ik begrijp dat niet op alle vragen een antwoord werd gegeven dat u zint, maar dat is iets anders dan iemand verwijten dat hij niet

antwoordt.

**05.18** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Daar gaat het zelfs niet over. Het gaat er mij niet om of het antwoord mij zint of niet: ik wil informatie. U heeft aangekondigd dat u tegen einde januari, begin februari een beslissing zou moeten nemen om, in uw hoofde, uitvoering te geven aan het vonnis.

**05.19** Minister **Renaat Landuyt**: Ik zal het u stap voor stap uitleggen. Luister. U onderbreekt mij iedere keer en u weet dan niet wat ik heb geantwoord.

**05.20** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Ik luister.

**05.21** Minister **Renaat Landuyt**: Ik heb u gezegd dat de datum die u in het oog moet houden, 20 maart 2005 is. Dat is drie maanden na de betekening op 20 december. In de beschikking staat dat na drie maanden het spreidingsplan in die en die zin, heel specifiek – maar daarover heeft nog niemand iets gevraagd – moet aangepast zijn aan de beschikking.

De motivatie van de beschikking was heel algemeen, maar de beschikking zelf was heel precies. Ik zal die beschikking precies uitvoeren vanaf 20 maart. Waarom? Dit kan u eventueel niet zinnen, maar ik ga er van uit dat men in een rechtsstaat de beschikking respecteert, zeker als overheid.

Het was altijd mijn hoofdzorg dat de pleidooien zeer vlug zouden worden uitgesproken en hopelijk gebeurt dit ook op 24 februari. Sommige partijen zullen dit immers willen afremmen. Als de pleidooien op 24 februari kunnen gebeuren, dan hoop ik dat wij kort voor of na 20 maart een beslissing in hoger beroep hebben. Als er een vonnis is van de rechtbank in hoger beroep, zullen wij niet twijfelen over het al dan niet uitvoeren ervan. Men kan het risico nemen om boetes en dwangsommen op te lopen, maar ik denk niet dat dit de juiste houding is van een overheid die zijn verantwoordelijkheid opneemt.

**05.22** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Uiteraard, daarmee ben ik het eens.

**05.23** Minister **Renaat Landuyt**: Zeg dan op welke vraag ik niet heb geantwoord.

**05.24** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Als het arrest in hoger beroep bevestigt wat de rechtbank in eerste aanleg heeft beslist op 14 december dan

moet u daaraan gevolg geven. Het kan echter nog alle richtingen uit. U hebt vorige keer duidelijk gezegd dat als u vanaf 20 maart een nieuw spreidingsplan wil invoeren u reeds de nodige maatregelen moest nemen. Mijn vraag is of u die reeds hebt genomen of niet?

**05.25** Minister **Renaat Landuyt**: Ik zal u de situatie uitleggen. Men kan niet zomaar iets aan het spreidingsplan veranderen. Men moet alle voorziene procedures volgen om wijzigingen in het systeem aan te brengen. Dat betekent dat alle instanties daarvan op de juiste manier moeten worden verwittigd. Voor een normaal verloop moet men op een termijn van 2 maanden rekenen. Wij zorgen ervoor dat wij goed zijn voorbereid om die beschikking te kunnen volgen. Ik neem op geen enkel punt een veiligheidsrisico. Ik houd rekening met alle mogelijke hypothesen en termijnen.

De **voorzitter**: Ik vraag aan beide heren om nu af te ronden.

**05.26** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Het Parlement heeft het laatste woord. Ik zal afronden, mijnheer de voorzitter.

Ik heb begrepen dat de voorbereidingen zijn getroffen om het spreidingsplan aan te passen. Het heeft lang geduurd eer wij dat konden vernemen.

**05.27** Minister **Renaat Landuyt**: Voor het verslag neem ik uitdrukkelijk afstand van alle mogelijke pogingen om mijn woorden op een andere manier te resumeren. U bent voortdurend andere dingen aan het zeggen dan wat ik heb gezegd. Geen enkel citaat van u over mij is aanvaardbaar, want het is altijd een scheefftrekking.

**05.28** **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Ik wil niets scheefftrekken. Ik wil gewoon de feiten. Ik eindig met een laatste vraag. Ik heb u ook gevraagd of u ondertussen de windnormen hebt aangepast of bent u dat eerstdaags van plan zodat baan 25R nog meer last zal krijgen, dus van 15 naar 27 knopen. Hebt u dat aangepast of is dat een kwakkel?

**05.29** Minister **Renaat Landuyt**: Er is een aanpassing gebeurd, met uitvoering van een beslissing die genomen werd vóór mijn tijd.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**06** **Vraag van de heer Dylan Casaer aan de minister van Mobiliteit over "het gebruik van**

**cruise control"(nr. 5181)**

**06** **Question de M. Dylan Casaer au ministre de**